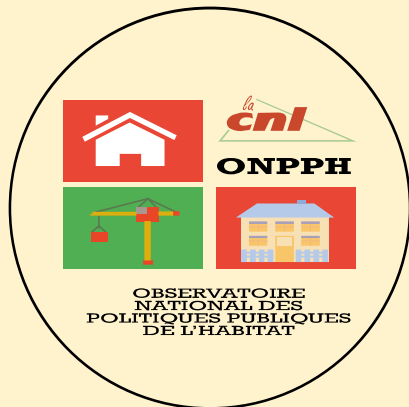


La CNL sur tous les fronts :

les campagnes nationales

Thomas
PORTES

DANS UN MONDE DONT LES FONDATIONS SONT ÉBRANLÉES PAR UNE CRISE SANITAIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE QUI AMÈNE À REPENSER LES CHOIX DE SOCIÉTÉ POUR CONSTRUIRE LE MONDE D'APRÈS, LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT ENTEND JOUER UN RÔLE DE PREMIER ORDRE. FIDÈLE À NOS VALEURS DE SOLIDARITÉ, DE PROGRÈS SOCIAL ET D'ÉMANCIPATION, NOUS AVONS DÉCIDÉ DE LANCER PLUSIEURS GRANDES CAMPAGNES NATIONALES POUR FAIRE AVANCER NOS IDÉES ET PORTER LA VOIX DES HABITANTES ET DES HABITANTS.



OBSERVATOIRE NATIONAL DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'HABITAT

Déjà omniprésente avant la crise sanitaire, la crise du logement s'est encore accélérée avec la pandémie dite du Covid-19. Nous l'avons vu lors des différents confinements, la question du logement, et plus largement de l'habitat, est une préoccupation majeure des habitants. Aussi, en lien avec le travail engagé lors des dernières élections municipales, où nous avons interpellé les candidats au travers d'un questionnaire intitulé « quelle politique défendez-vous sur les thèmes du logement et de la consommation ? », nous avons lancé en septembre un observatoire national des politiques publiques de l'habitat. Afin de mener une bataille efficace, qui colle avec les réalités du terrain, notre organisation doit se doter de données précises. C'est pour cela que nous avons souhaité que la première déclinaison de cet observatoire trouve sa traduction à l'échelle locale avec l'objectif d'interroger 10 000 élus locaux au travers d'un questionnaire.

Rénovation énergétique, encadrement des loyers, construction de logements, permis de louer, lutte contre l'habitat indigne et insalubre, droits des locataires, renouvellement urbain, services publics de proximité... Les décisions politiques qui seront engagées demain par les collectivités locales, aussi bien les métropoles que les villes, auront des conséquences immédiates sur la vie quotidienne des habitants. La CNL se doit d'être à l'offensive, à la fois en termes de défense des intérêts des habitants mais aussi comme force de propositions.

Il est impératif que chaque fédération, chaque amicale, se saisisse de cet outil novateur, se l'approprie et interpelle les élus de son territoire. Pour permettre une prise en main

rapide, un kit « spécial observatoire » est disponible et le questionnaire se trouve aussi en ligne sur le site Internet de la Confédération.



5G

Formidable outil de résilience de notre société, - et nous venons de le mesurer lors de cette crise sanitaire -, le numérique sera, sans aucun doute, demain au cœur de la relance économique, avec une volonté d'accélérer la transition numérique. Au cœur des enjeux du numérique se trouve la technologie de la 5G. Il s'agit d'une nouvelle fréquence de transmission censée accélérer l'échange de données (10 fois supérieur à la 4G sur les Smartphones) et une amélioration du temps de latence. Elle a aussi pour objectif d'être utilisée dans diverses technologies (sciences, automobile, médecine, objets connectés). Pour la CNL, il ne s'agit pas d'être dans une position dogmatique de refus de cette technologie mais dans une démarche de transparence afin de répondre aux interrogations, légitimes que se posent de très nombreux citoyens, aussi bien en termes d'impact environnemental, qu'économique ou de santé publique.

Derrière la technologie de la 5G, se pose également la question de la maîtrise publique des données. Alors que les récents événements qui ont eu lieu aux Etats-Unis ont montré la toute-puissance des GAFAM, la Confédération Nationale du Logement estime qu'une maîtrise publique et démocratique des activités de télécommunication comme des réseaux fixes et mobiles s'impose. Si pour bon nombre de concitoyens la question de la 5G semble éloignée de leurs préoccupations quotidiennes, nous avons le devoir d'informer et d'alerter sur les conséquences de cette technologie sur la vie quotidienne, notamment en cas de liberté totale accordée au marché privé.

Pour cacher ses propres turpitudes, le gouvernement a fait le choix de placer le débat sur un terrain clivant qualifiant celles et ceux, non pas qui refusent la 5G mais qui simplement s'interrogent, d'« Amish ».

Afin de donner la parole aux habitants, nous avons ouvert un cahier de doléances en ligne, et nous invitons chaque fédération à faire de même, aussi bien par voie numérique que sous format papier. Si de nombreuses mairies ont déjà demandé un moratoire sur la question, nous souhaitons que celui-ci soit national pour permettre la tenue d'un grand débat démocratique, gage de transparence et de vérité.

Dans le même état d'esprit, les fédérations doivent interpellier les maires pour connaître leur position sur la 5G et assurer le recensement de ceux ayant déjà exigé la mise en place d'un moratoire.



EAU

Autre préoccupation majeure, la question de l'eau. Ce bien commun, qui tend à se raréfier en raison du dérèglement climatique, est aussi en passe de devenir un produit financier. En effet, depuis le mois de décembre, il est désormais possible pour les investisseurs d'acheter de l'eau sur les marchés financiers. La conséquence directe sera, dans les années à venir, une explosion des prix de l'eau et cela alors même que plusieurs études estiment que deux tiers de la population mondiale seront confrontés à des pénuries d'eau d'ici 2025.

En France, cette volonté de financiarisation de l'eau trouve sa traduction dans l'OPA de Veolia sur SUEZ qui, si elle venait à se finaliser, aurait d'importantes conséquences, aussi bien pour les habitants (explosion de la tarification) que pour les salariés (licenciements et dégradation des conditions de travail). Pour la Confédération Nationale du Logement, l'eau est un bien commun que doit être sorti des logiques financières pour permettre à chacune et chacun d'y avoir accès, quel que soient ses revenus. C'est pour cela que, très tôt, nous nous sommes positionnés contre cette fusion. Face à un sujet d'une telle complexité, nous devons jouer à fond notre rôle d'éducation populaire, en expliquant de façon

simple aux citoyens les enjeux d'une telle opération financière. Comment ? En sensibilisant en proximité, via des tracts simples et ludiques, et en nous fixant l'objectif d'une grande journée de mobilisation nationale le mardi 22 mars 2021 qui correspond à la journée mondiale de l'eau.



LOI SRU

Alors que nous fêtons les 20 ans de la loi de Solidarité et renouvellement urbain (SRU) qui fixe un seuil minimal de 25 % de logement social dans les communes de plus de 1 500 habitants en Île-de-France, et de plus de 3 500 habitants pour les autres régions, nous constatons que celle-ci est à nouveau violemment attaquée. En fin d'année 2020, plusieurs maires du Val-d'Oise (95) se sont fendus d'une tribune pour exiger que soit revu le seuil de 25 % au motif que celui-ci est « inapplicable », sauf à ne faire que des quartiers « ghettos » avec 100 % de logements sociaux.

Pour la CNL, cette loi est un socle majeur de la politique du logement en France dans le sens où elle contribue à lutter en faveur d'une plus grande mixité sociale. Cependant nous constatons que depuis 20 ans, de nombreuses communes ne respectent pas la loi, préférant payer des amendes plutôt que de construire des logements sociaux. Si nous notons avec satisfaction les propos de la ministre déléguée au Logement, Emmanuelle Wargon, concernant l'urgence pour les maires à respecter ce seuil de 25 %, nous considérons que des mesures correctives doivent immédiatement être mises en place. Face une demande en pleine explosion, deux millions de ménages attendent un logement social, plus de 5 millions souffrent de mal-logement, il y a donc urgence à relancer le processus de construction, tout en sanctionnant les maires qui priorisent l'entre soi à l'intérêt général.

Comme nous l'exigeons depuis des années, nous souhaitons l'instauration d'un permis à point afin de rendre inéligible les élus de la République qui ne respectent pas la loi. Afin de célébrer ses 20 ans, et de faire vivre cette loi essentielle, nous devons, en territoire, sensibiliser les habitants, interpellier les maires et mener des actions « coup de poing ». Un argumentaire est en cours de préparation au siège confédéral.